SYRIE

Assad met en garde contre un séisme en cas d'intervention occidentale

Le président syrien Bachar al-Assad a averti que toute intervention occidentale contre son pays provoquerait un séisme dans la région, quelques heures avant la tenue hier d'une réunion entre la Syrie et la Ligue arabe à Doha dans un climat de méfiance mutuelle.

En prévision de cette rencontre, les militants pro-démocratie ont appelé les Syriens à manifester, au lendemain d'une nouvelle journée sanglante, pour réclamer que la Ligue arabe gèle l'adhésion de la Syrie, sous le slogan : «Gel de l'adhésion. Arrêtez votre appui aux assassins». «Les milices d'Assad nous tuent depuis huit mois. Ils nous arrêtent et nous écrasent sous les (obus). Et vous, les Arabes, épris de discours, que faites-vous ?», ont écrit les militants sur leur page Facebook «Syrian Revolution 2011».

Citant des sources arabes bien informées, l'influent quotidien koweïtien *Al-Qabas* affirme que la délégation ministérielle de la Ligue arabe a averti mercredi à Damas les dirigeants syriens que l'échec de sa médiation «aboutirait à une internationalisation de la crise», notamment un embargo économique. La délégation, présidée par le Premier ministre du Qatar cheikh Hamad ben Jassem Al Thani, a demandé au président Assad de s'engager sur un calendrier précis de réformes, d'accepter une réunion de représentants du régime avec l'opposition à l'étranger et l'arrêt de la violence, selon le journal.

Une réunion était, d'ailleurs, prévue hier après-midi à Doha entre cette délégation et des responsables syriens, venus apporter la réponse de Damas aux demandes formulées lors de la réunion de mercredi. La délégation syrienne, dirigée par le ministre des Affaires étrangères Walid Moallem, est arrivée en milieu de journée à Doha, selon le correspondant de l'AFP. Dans un entretien publié hier par le journal britannique *The Sunday* Telegraph, M. Assad a prévenu que toute intervention occidentale contre son pays provoquerait un «tremblement de terre» au Proche-Orient. «La Syrie est, désormais, le centre de la région. C'est la ligne de fracture et si vous jouez avec, vous provoquerez un tremblement de terre : voulez-vous voir un nouvel Afghanis», a menacé le président syrien. «Tout problème en Syrie enflammera la région entière. Si le plan est de diviser la Syrie, cela revient à diviser la région entière», a ajouté M. Assad, selon lequel les forces de sécurité syriennes ont commis «beaucoup d'erreurs» au début de la contestation mais visent désormais uniquement des «terroristes».

La répression en Syrie a fait depuis le 15 mars, selon l'ONU, plus de 3 000 morts. Et l'insurrection populaire tend désormais à se transformer en conflit armé avec la multiplication des affrontements entre soldats, membres des forces de sécurité et déserteurs, qui ont notamment fait samedi 47 morts en 24 heures dans les rangs des forces du régime, selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH). Les défections se sont multipliées ces dernières semaines dans les rangs de l'armée, de nombreux déserteurs rejoignant l'«Armée syrienne libre», une force d'opposition armée dont la création a été annoncée en juillet par le colonel déserteur Riad al-Asaad, réfugié en Turquie. Le secrétaire général des Nations unies Ban Ki-moon avait demandé samedi «la fin immédiate des opérations militaires contre les civils» et «la libération de tous les prisonniers politiques et des personnes détenues pour avoir participé à des manifestations».

La Ligue arabe avait pour sa part exprimé dans un message adressé au président Assad «son rejet des meurtres de civils» et «l'espoir que le gouvernement syrien prendra les mesures nécessaires pour les protéger».

Photo : DR

Le président syrien Bachar al-Assad.

SOMALIE

L'un des kamikazes était américain

Un Américain d'origine somalienne a été l'un des deux kamikazes à l'origine d'une attaque islamiste contre une base militaire pro-gouvernementale samedi à Mogadiscio, ont affirmé hier les islamistes shebab.

Plusieurs radios somaliennes pro-shebab ont diffusé hier ce qu'elles affirment être les déclarations posthumes de cet homme, qui se présente sous le nom de Abdusalam Al-Muhajir. Ce dernier affirme «s'être battu pendant les deux dernières années en Somalie et avoir finalement souhaité vouloir mourir en martyr». «Je suis un citoyen américain qui a grandi aux Etats-Unis après que mes parents m'eûrent emmené là-bas à l'âge de deux ans», poursuit-il. «Deux jeunes et braves combattants moudjahidine, dont un venu des Etats-Unis, ont mené l'attaque sainte qui a tué beaucoup d'ennemis hier (samedi, ndlr)», a également affirmé un commandant shebab, Cheikh Mohamed Ibrahim, hier à l'AFP. Les deux combattants shebab, qui avaient revêtu des uniformes de l'armée somalienne, ont déclenché les explosifs qu'ils portaient sur eux après avoir réussi à pénetrer dans l'enceinte d'une base hébergeant des soldats somaliens pro-gouvernementaux et des hommes de la force de l'Union africaine en Somalie (Amisom). Deux soldats de l'Amisom ont été blessés dans cette attaque, selon le porte-parole de cette force, le major Paddy Ankunda. Les shebab ont affirmé de leur côté que l'attaque a fait 80 morts, assurant que les deux kamikazes étaient appuyés par un certain nombre d'autres combattants shebab qui ont provoqué «un bain de sang» dans la base militaire. Le bilan de cette attaque n'a pu être confirmé par une source indépendante.

L'attaque a visé une base installée près de l'ancienne usine métallurgique de Mogadiscio, en bordure de la «route industrielle» qui marque la limite nord du centre de Mogadiscio. Les shebab, qui contrôlent la plus grande partie du sud et du centre de la Somalie, ont été contraints de quitter la capitale Mogadiscio début août suite à une offensive pro-gouvernementale lancée en février. Ils mènent depuis des attaques ponctuelles, et ils ont perpétré le plus meurtrier attentat jamais commis à Mogadiscio, le 4 octobre contre un complexe ministériel (82 morts). Des dizaines de jeunes Américains, nés ou ayant grandi sur le sol américain, en particulier de familles somaliennes autour de Minneapolis (Minnesota, nord), ont quitté les Etats-Unis depuis quatre ans afin de rejoindre les shebab en Somalie, selon le ministère américain de la Justice. Les shebab ont déjà diffusé des images d'un de ces combattants, Abou Mansour Al-Amriki, s'exprimant dans un anglais impeccable à l'accent américain.

Plusieurs de ces recrues ont déjà été tués au combat, dont en septembre 2010 un homme alors identifié comme Dahir Gurey Cheikh Ali Guled, également Américain d'origine somalienne. Un groupe d'hommes a été condamné cette année aux Etats-Unis pour avoir recruté sur le sol américain et en particulier à Minneapolis des jeunes gens prêts à aller combattre aux côtés des shebab, une affaire surnommée «Opération Rhino» par les autorités américaines.

SAHARA OCCIDENTAL

Les ONG déterminées à ne pas quitter les camps des réfugiés sahraouis

Les représentants d'institutions, d'associations et d'organisations non gouvernementales (ONG) de différents pays présents à la conférence d'Alger sur la résistance du peuple sahraoui ont réaffirmé hier, leur détermination à ne pas quitter les camps des réfugiés sahraouis et à continuer de les soutenir en dépit de l'enlèvement de trois humanitaires. Ils ont affirmé, au deuxième et dernier jour de la deuxième conférence internationale sur le thème «Le droit des peuples à la résistance : le cas du peuple sahraoui», qu'il s'agit d'un «acte de résistance» de leur part à l'occupation «illégale» du territoire du Sahara occidental par le Maroc. Dans son intervention, le président de l'Association italienne de solidarité avec le peuple sahraoui, Fabio Campioli, a indiqué que les associations qui militent aux côtés du peuple sahraoui «ne céderont jamais aux menaces». «Nous n'allons pas céder, nous allons rester dans les camps sahraouis pour apporter toute notre solidarité. Le terrorisme ne nous fait pas peur», a-t-il lancé, faisant allusion à l'enlèvement, le 23 octobre, de trois membres d'ONG européens dans les camps de réfugiés sahraouis. Il a rappelé, à ce propos, que son pays (l'Italie) a résisté au fascisme qu'il a fini par vaincre, appelant ses pairs et les Sahraouis à poursuivre la lutte contre «l'injustice».

LIBYE

Des blessés de guerre chanceux s'envolent pour des soins à l'étranger

Blessé à la jambe par un obus alors qu'il combattait les hommes de Mouammar Kadhafi, Mohammed est mieux loti que la grande majorité de ses camarades : il sera soigné aux Etats-Unis quand des milliers d'autres devront se contenter des hôpitaux libyens, sous-équipés.

«Je suis content d'aller aux Etats-Unis pour être soigné parce que le système de santé ici est mauvais», dit le combattant de 21 ans, originaire de Misrata, alors qu'il embarque samedi soir pour Boston. Le petit groupe de 25 blessés dont il fait partie est le dernier à avoir bénéficié du fonds mis en place par les nouvelles autorités libyennes, qui ont pris en charge l'évacuation et les soins à l'étranger de 3 000 combattants pour quelque 150 millions de dollars. Ce sont les avoirs gelés du régime Kadhafi qui ont financé ces transferts. Quelque 2 000 combattants ont été emmenés en Tunisie, tandis que d'autres ont été envoyés en Allemagne, en Grande-Bretagne, en France, en Autriche, au Portugal, en Turquie ou en Jordanie. Ce fonds «s'engage à payer tous les frais d'hospitalisation et les dépenses médicales des victimes de guerre à l'étranger. Nous donnerons autant qu'il faudra pour une bonne prise en charge car leur bien-être est la priorité numéro un de tous les Libyens», assure Chihab al-Boraï, son directeur adjoint. Mais si 3 000 blessés ont pu bénéficier de ce programme, beaucoup plus encore, peut-être des dizaines de milliers, doivent se contenter des hôpitaux libyens délabrés ou peu équipés. De nombreux «héros de la révolution» tant célébrés par les officiels, et ceux qui les aident, doutent franchement être la priorité du Conseil national de transition (CNT), le nouveau pouvoir en Libye.

Hamam a été touché aux jambes il y a un mois dans la bataille pour la prise du bastion pro-Kadhafi de Bani Walid : à 25 ans, il craint de ne plus jamais pouvoir marcher. Hospitalisé à Tripoli, mais sans grand espoir d'être opéré pour récupérer l'usage de ses genoux, il ne cache pas sa colère face à des autorités ingrates, selon lui, avec leurs combattants. «Ils ne savent pas qu'on est là ?», fait-il mine de s'interroger. «Je pense qu'ils s'en fichent des batailles qu'on a menées et des blessures qu'on a reçues». «J'ai entendu que le CNT allait débloquer un milliard pour les blessés. Mais je ne sais pas où va cet argent. Pour l'instant, je ne le vois pas», lance de son côté Aladdin al-Tiga, un humanitaire de 25 ans qui collecte des fonds pour les blessés.

Pour Ahmed Jibril, qui seconde le ministre des Anciens combattants et des Martyrs au sein du nouveau pouvoir, le problème vient des infrastructures vétustes héritées de l'ère Kadhafi et du manque de personnel. «L'état de nos hôpitaux pose problème, de même que la question des infirmières. Toutes nos équipes étaient étrangères et elles ont fui à cause du conflit. Elles ne sont toujours pas de retour, alors que nous avons besoin d'elles maintenant», souligne-t-il.